



Lunéville, le mercredi 3 septembre 2025

INTERVENTION DU CAMARADE PIERRE BADEROT À L'AUDIENCE AUPRÈS DU DÉPUTÉ THIBAULT BAZIN

Le 15 juillet, le Premier Ministre Bayrou a présenté les axes d'un budget d'une brutalité sans précédent, après le mouvement social inédit de protestation contre la réforme de retraite. Sans tenir compte des aspirations des Travailleuses et Travailleurs, le gouvernement nous annonce à nouveau une litanie de mesures brutales, injustes et inefficaces.

Je rappelle avant d'en venir au budget Bayrou que la principale préoccupation des Français-es depuis déjà quelques années, c'est le Pouvoir d'achat. Je rajouterai donc que c'est aussi un budget de provocation, bête et méchant.

Pour les retraité-es :

1/ C'est le gel des pensions.

2/ Le gel du barème des impôts pour 2026 sur les revenus 2025 qui ont augmenté de 2,2%, donc augmentation de l'imposition comme déjà cette année 2025 sur les revenus 2024, revenus qui auraient augmenté de 5,3% alors que le barème des impôts a été rajusté de 1,7%, conséquente augmentation de l'impôt cette année en 2025.

3/ C'est aussi le doublement des franchises et forfait médicaux. C'est comme tout le monde le sait, on va plus souvent chez le médecin en vieillissant, conséquence souvent d'une vie de travail mais dont les effets se font sentir en vieillissant.

4/ Suppression de l'abattement de 10% remplacée par un forfait de 2 000 euros (le forfait à terme verra son extinction entièrement de l'abattement). Cette mesure est sûrement la plus dure et aura autant de conséquences que la suppression de la 1/2 de la part pour les personnes seules ayant élevées un enfant (Loi de finances 2010).

En effet : Les seuls gagnant-es seront ceux/celles qui déclarent moins de 20 000 euros. Mais à 18 970 euros par an avant l'abattement et décote, on n'est pas imposable, donc les gagnant-es se situent entre 19 000 euros et 20 000 euros. Le Bayrou, il se fout vraiment de la gueule du monde, surtout qu'en plus les gagnant-es auraient un bénéfice minium d'environ 4 euros par an pour un retraité-e seul de moins de 65 ans et qui gagnerait 19 920 euros.

En fait, ceux et celles qui seraient le plus touchés : retraité-es célibataires, veufs ou veuves et ceci après la suppression de la 1/2 part fiscale en 2013. Cette mesure va toucher les retraité-es gagnant une retraite à partir de 1 600 euros/moins.

- Bayrou à trouver qui étaient les nantis et au nom de la justice, son ambition est de mettre tous les retraité-es à 1 500 euros par mois.

N'a-t-il pas déclaré qu'il voulait remettre tout le monde au droit commun ?

Mais pour qui se prend-t-il ? On vient de subir une réforme des retraites difficile dont le ressentiment est encore frais aujourd'hui et lui, tout seul, sans débat au Parlement, seulement le fruit d'une réflexion après un mois de vacances, il décide de remettre en cause « *la clause du Grand Père* ».

Les déclarations à l'emporte pièce de Ministres, ou même du Premier Ministre, ça suffit. Comme celle de madame la Ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet : « *des retraités qui gagnent 2000 euros par mois, c'est inacceptable, ils vivent dans l'opulence* ».

Qu'est ce que c'est que toute cette bande d'incapables, d'incompétents, qui se permettent autant de mépris envers des gens qui ont eu une vie de travail pas toujours facile, peu rémunérée, et eux, compétents, c'est tout simplement inadmissible mais ceci montre clairement où elle se situe : « *Tout pour la grande finance, rien pour les Travailleurs* ».

C'est à une véritable politique de classe que nous assistons et tout repose sur les critères de gestion du patronat à la recherche exclusive du profit financier passant par la compression des coûts salariaux, qui est le cœur de leur stratégie, aucun coup de pouce sur le SMIC depuis plus de 13 ans, la remise en cause des acquis sociaux, des retraites, des prestations sociales.

Les retraité-es, pour leur part, ont depuis 2010 payé un lourd tribu à cette politique et ont servi de variable d'ajustement au budget de l'Etat :

- Suppression de la 1/2 part des veuves et veufs ayant élevé au moins un enfant en 2013.
- Fiscalisation du supplément enfant 2014.
- Gel des pensions en 2014 - 2016 - 2018.
- Augmentation de 25% de la CSG pour ceux et celles ayant des retraites supérieures à 2 000 euros passant de 6,6% à 8,3% en 2018.

Toutes ces mesures, tous ces sacrifices, pour quel résultat ?

- Je vous le demande, monsieur Bazin, aujourd'hui, il faut faire le bilan de tout ça. Qui a payé ? Qui a profité pendant toutes ces années ? 211 milliards d'aides aux entreprises pour quel résultat là aussi ?
- Je vous le demande aussi. Que ceux et celles qui se goinfrent comme des cochons pendant toutes ces années paient.

Mais notre gouvernement a choisi encore une fois de faire payer les Travailleurs et Travailleuses, les Précaires, les Retraité-es et les Malades :

- Suppression de jours fériés,
- Des coupes dans les Services Publics,
- Remise en cause du droit du Travail,
- Énième réforme de l'assurance chômage,
- Gel des prestations sociales et des salaires des Fonctionnaires comme des Contractuelles.
- Gel des pensions de retraite.
- Doublement des franchises médicales.

- Remise en cause de la 5ème semaine de congés payés.

Autant de mesures aussi brutales que profondément injustes.

=> Ce qui creuse la dette, ce sont les baisses d'impôts pour les Riches et les 211 milliards d'aides publiques captées par les plus grandes entreprises.

=> Ce qui creuse la dette, ce sont les politiques menées depuis ces 30 dernières années par des Politiques obnubilés par le tout libéral, malgré l'importance des aides publiques, les fermetures et suppressions d'emplois se multiplient, les Services Publics sont en crises, les salaires et retraites ne permettent pas de vivre dignement.

Ceux et celles qui travaillent ou qui ont travaillé comme les « *Boomers* » n'attendent pas d'être stigmatisés par une bande de bons à rien, mais veulent vivre dignement et attendent reconnaissance.

Plus que jamais, le partage de la Valeur et des richesses s'impose. Ce que nous attendons, c'est la construction d'un tout autre budget, porteur d'espoir, de justice sociale et fiscale qui doit s'imposer.

Ce que nous voulons :

- Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des Services Publics.
- Des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer les Solidarités.
- Des investissements pour une transition écologique juste et la Réindustrialisation, ainsi que des mesures contre les licenciements.
- La justice fiscale avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, régulent le versement des dividendes, conditionnent fortement les aides aux entreprises.
- Une protection sociale de haut niveau et l'abandon de la retraite à 64 ans.
- Et pour ce qui est de l'énergie, sortir du marché de l'énergie et revenir au Services Publics de l'énergie comme avant 2005 avec l'EDF, Établissement Public Industriel et Commercial et remettre en place les tarifs du Service Public et non celui du marché.

De plus, concernant encore les retraité-es, bêtes noires de ce gouvernement, qui prévoit de faire passer dans le PLFSS, qui sera discuté à l'automne, une sous-indexation de pension de retraite jusqu'en 2030. D'après les « échus », le gouvernement a prévu de limiter la seule revalorisation annuelle des pensions de retraite au 1er janvier d'au moins 0,4%.

C'est-à-dire pour une inflation de 1%, il y aurait un maximum de 0,6% de revalorisation et ceci pour les années 2027, 2028, 2029 et 2030.

Encore merci à ceux et celles qui sont venus nous soutenir.

P.J.

Lettre de Thibault Bazin à François Bayrou en date du 19 juin 2025